

*Le rôle de la finance dans la lutte
contre le réchauffement climatique
Le 14/12/16 à 13:30h*

France Stratégie

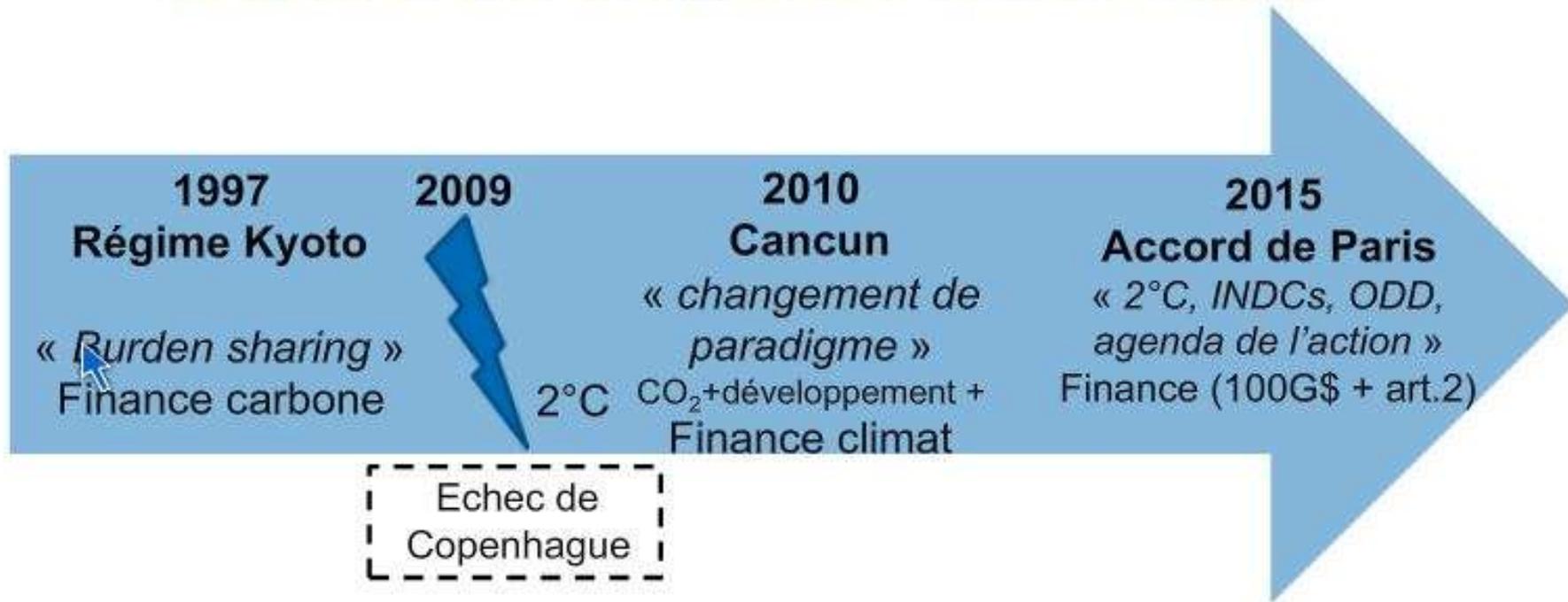
Flavio... (orateur/speaker)

strategie@strategie.gouv.fr

www.strategie.gouv.fr (Prime Minister)

*Some slides in French captured during the webinar
= The real illusion of a financial capitalist solution to climate
change carried by the French govt who organized the COP21*

De Kyoto à Paris: émergence de la finance climat



Une innovation diplomatique pragmatique en l'absence d'accord sur un prix du carbone

Quelles nouveautés sur la finance dans l'accord de Paris?

Accord

- **Article 2** : alignement des flux financiers avec les objectifs climatiques
- **Article 6** : mécanismes de flexibilité entre Etats

Décisions

- **Paragraphe 54** : 100G\$ de transferts N/S (68G\$ selon l'OCDE en 2016?).
- **Paragraphe 108** : la « valeur sociale, économique et environnementale des réductions d'émissions »



Lancement de la coalition mondiale pour le prix du carbone (CPLC)

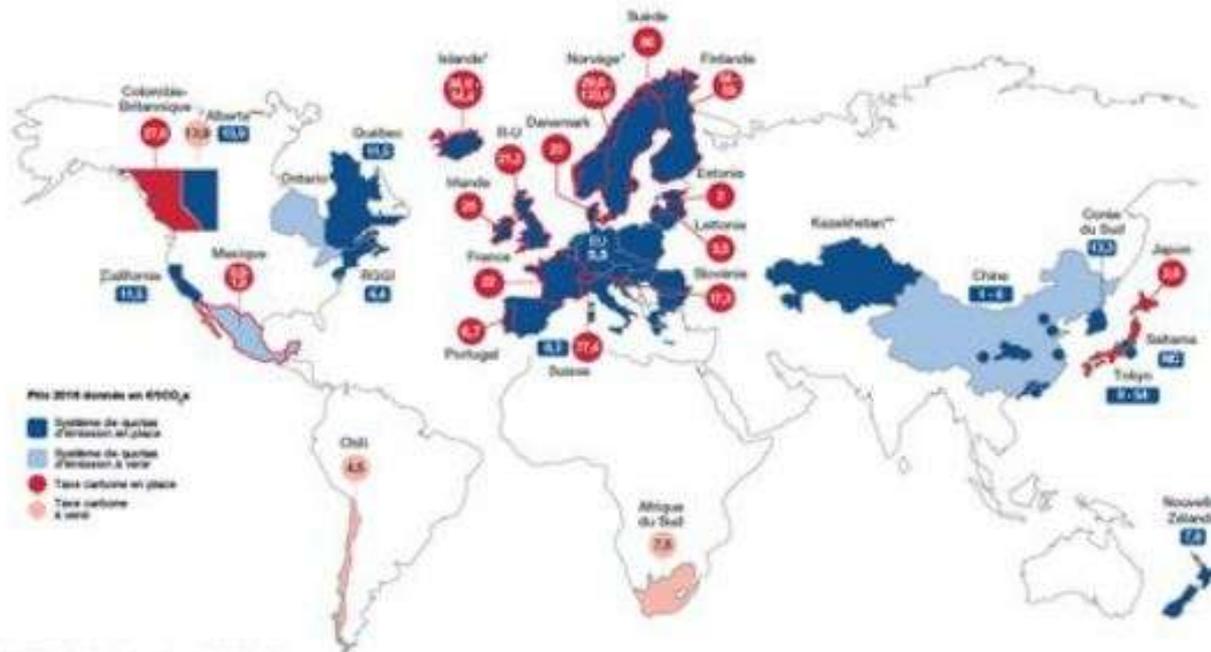
Un appel politique, lancé à la communauté financière (G20, FSB, FMI, Trésors, Bâle), à se saisir du sujet climatique

Question: La finance est-elle indispensable à la lutte contre le changement climatique ?

En théorie non, il suffit d'un bon prix du carbone! (par le Marché)



Carte mondiale des prix explicites du carbone



1. Variation de prix selon les secteurs/produits énergétiques
 2. ETS suspendu jusqu'en 2018
 3. Le prix 2015 du Specific Gas Emissions Regulation (SGER) est celui du fait versé au Fond Climate Change and Investment Management Fund de 11,9600\$. La législation Carbon Competitiveness Regulation (CCR) remplacera celle de SGER en 2016, date à laquelle un prix carbone pourrait être défini à 21,9600\$.
 Note: Tous les prix sont exprimés en valeur nominale. Les prix des ETS sont les moyennes des prix observés entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2015. Les prix sont actualisés en fonction des taux de change de l'Euro, à la date du 4 juillet 2015.

- 13% des émissions mondiales de CO₂
- En France, 60% (taxe carbone + EU-ETS)
- Objectif x2 en 2020 et x4 en 2030

Mais...

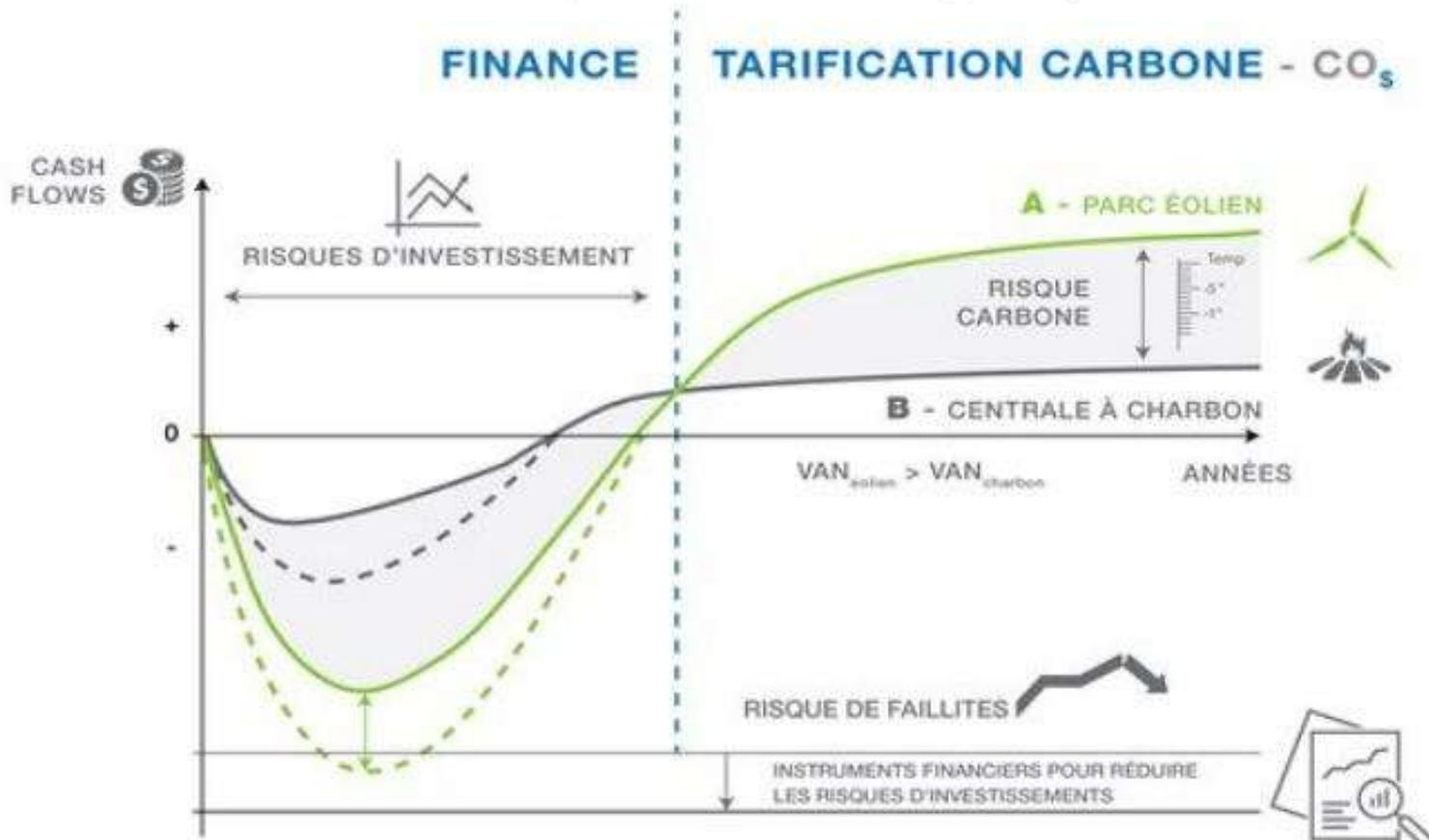
- Des prix trop faibles, 80% entre 5\$ et 50\$
- Lobbying des perdants
- Problème de coordination internationale
- Volatilité des prix des énergies fossiles
- Risques d'investissements élevés pour le bas carbone

Source I4CE



Question: La finance est-elle indispensable à la lutte contre le changement climatique ?

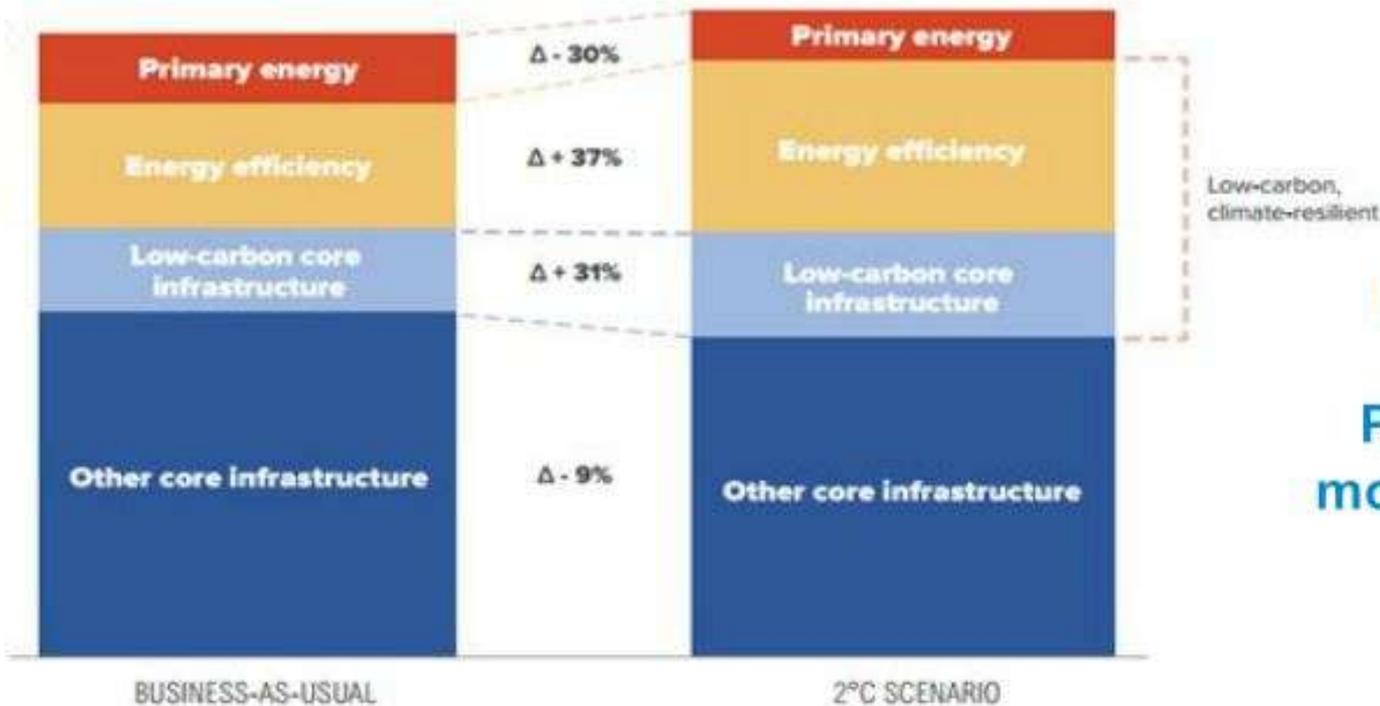
En théorie, oui! Pour baisser les risques d'investissements le prix du carbone agit trop tard



Question: La finance est-elle indispensable à la lutte contre le changement climatique ?

En pratique, respecter les engagements de l'accord de Paris implique une redirection massive des investissements publics et privés

Change in infrastructure spending required for a 2°C scenario
(percentage change in expenditure over 2015-2030 compared to Business-as-usual)



La transition
=
Plus de vert et
moins de marron!

Avec des besoins de financements additionnels par rapport à un scénario au fil de l'eau

- **Dans le monde**
 - 100 G\$/an au moins de transferts Nord-Sud à partir de 2020
 - Entre 3 et 5 % d'investissements additionnels entre le BAU et le 2°C (AIE, New Climate Economy).
- **Aux Etats Unis:**
 - +220 G\$ par an entre 2020 et 2030 (Bloomberg)
- **En France**
 - +14 G€ d'investissements additionnels par an entre 2015 et 2018 pour atteindre les objectifs de la SNBC (dont +11Mds pour le bâtiment)



À ne pas confondre avec un surcoût macro car le besoin de financement additionnel est compensé par des impacts climatiques évités, des co-bénéfices, des économies sur la facture énergétique et des effets de relance

Paradoxe: l'offre de financement est dans le même temps très abondante

- Fonds souverain Norvégien: 700G\$
- Réserve de change en Chine: 3200G\$
- Richesse financière dans les paradis fiscaux: 6000G\$ (Zucman, 2012)
- Subventions aux énergies fossiles: 550G\$ in 2013 (AIE, OCDE)
- QE de la BCE: 60G€ par mois depuis 2015



Défi: créer les instruments financiers capable de rediriger l'offre vers les besoins de financement

En finir avec la « tragédie de l'horizon » et prendre au sérieux le risque climat



Mark Carney
Gouverneur de la
banque d'Angleterre



Augmentation des
catastrophes
naturelles
+13G€ pour les
assureurs français
d'ici 2040

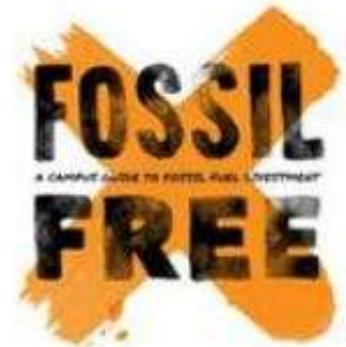
Tourisme
Charbon
(faillite Peabody)

Après le tabac, le
climat?
Pays-Bas attaqués
par l'ONG Urgenda

<http://www.journaldelenvironnement.net/article/un-peu-de-transparence-dans-la-finance-carbone,77397>

De « l'indifférence » pour le climat à un intérêt grandissant de la communauté financière

- Task Force (**TCFD**) lancée par le FSB et présidée par Michael Bloomberg sur le *reporting* du risque climat
- **G20** de Hangzhou (sept 2016) a reconnu l'importance de la finance verte et mise sur le développement des *green bonds*
- **Commission Européenne**: création en janvier 2017 d'un groupe d'experts sur la finance verte
- Les **ministres des finances** sont véritablement entrés dans la négociation climat depuis la COP21.



Campagne de désinvestissement du charbon = 500 entreprises gérant plus de 3 000 Mds\$

Défi: transparence sur les risques climatiques (systémiques?)

Donner un « sens » à l'épargne de long terme

- Comment sortir de la préférence pour la liquidité et briser le dilemme de l'« âne de Buridan »
- Dans un contexte où les prix du carbone sont faibles voire nuls et les prix des ressources fossiles très volatils



Bâtir une intermédiation financière pour :

- **lever massivement des fonds**
- **solvabiliser les projets bas carbone**
- **garantir aux investisseurs un rendement satisfaisant**

Activer le levier réglementaire

Instrument réglementaire

- Art 173 de la Loi de transition écologique pour la croissance verte (2015): obligation de transparence sur les risques climat des investissements
- « Green supporting factor » (FBF, 2016)
Risques climat à intégrer dans la régulation financière (Bâle, Solvency)



Elaborer des instruments de fléchage et de mobilisation des financements vers les projets dont la VAN sociale est économique et positive

Instruments financiers

- Des obligations climat - total de 50G\$ en 2015
- Banque d'investissement verte (GB)
- Labels « transition énergétique » sur des fonds d'épargne
- Prêts concessionnels via les Banques publiques de développement
- Titrisation de prêts verts (Bloomberg)
- Fonds vert capitalisé par des DTS (FMI, 2010)
- Un QE fléché vers des actifs bas carbone (Aglietta)
- Garantie publique sur la valeur de certificats carbone
-



Intervention publique :
Garantir la valeur SE
des projets et maximiser
l'effet de levier de
chaque ressource
publique

Ce qu'il faut retenir

- La finance est au cœur des négociations climat
- Les enjeux de la finance climat dépassent le mandat de la CCNUCC = appel politique à « climatiser la finance » (G20, FMI, FSB etc.)
- La transition = rediriger des « milliers de milliards de \$ » vers plus de vert et moins de marron
- Le besoin additionnel n'est pas un surcoût macro
- Le risque climat peut affecter les performances du secteur financier (tragédie de l'horizon)
- La transparence sur les risques est nécessaire mais non suffisante pour redonner un « sens » à l'épargne de long terme
- Besoin d'une intervention publique pour garantir la valeur socio-économique des projets bas carbone



Annexe: article JDLE 14 déc 2016

Un peu de transparence dans la finance carbone

Le 14 décembre 2016 par Valéry Laramée de Tannenber [Politique-Société](#), [Entreprises](#), [Politique](#), [Finance carbone](#)
<http://www.journaldelenvironnement.net/article/un-peu-de-transparence-dans-la-finance-carbone,77397>



Gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mark Carney milite pour une amélioration de l'information financière climatique. DR

Un an après son lancement, le groupe de travail établi par le Conseil de stabilité financière (CSF/FSB) publie ses [recommandations sur les informations financières des entreprises relatives au climat](#). Celles-ci pourraient être adoptées par les pays membres du G20, dès le mois de juillet 2017.

L'un des principaux leviers de la finance carbone va pouvoir enfin être actionné. Depuis des lustres, activistes, juristes, actionnaires, investisseurs, fonds souverains exercent un nouveau type de pression sur les grandes entreprises. Il ne s'agit plus, cette fois, de les contraindre à respecter les droits de l'homme, à éviter d'exploiter telle ou telle espèce ou de s'engager dans l'économie circulaire. Plus prosaïquement, ces parties prenantes cherchent à engager l'économie du monde sur la voie de la décarbonation. Et une partie du levier d'aiguillage se trouve dans l'information financière.

ACCEPTABLE PAR LE BIG BUSINESS

Portée par des coalitions d'investisseurs, comme le Ceres américain, l'idée est simple et acceptable par le *Big Business*: que les rapports annuels (rapports de gestion, documents de référence ou assimilés) publient une évaluation des risques liés au réchauffement climatique pour l'entreprise, son secteur d'activité, ses fournisseurs et ses clients. Comme cela se pratique déjà pour les risques économiques, juridiques, voire environnementaux.

Dans son rapport, le CSF [\[1\]](#) mentionne plusieurs types d'informations qu'il souhaiterait voir publier. Les membres du conseil d'administration devront être avertis, par exemple, des risques climatiques encourus par l'entreprise ainsi que des opportunités offertes par certaines conséquences du réchauffement.

Les administrateurs devront aussi être alertés de leurs responsabilités en la matière. Une précision qui n'est pas neutre dans certains pays. Aux Etats-Unis, certaines juridictions commencent à poursuivre des entreprises, comme Exxon Mobil, dont l'information sur leur exposition climatique a été jugée insuffisante.

FAIRE RÉFLÉCHIR LES ENTREPRISES

- Aux investisseurs, les risques climatiques à court, moyen et long terme de l'entreprise. Il ne suffira plus d'être rentable, premier sur son marché ou propriétaire d'une technologie de rupture pour attirer les capitaux: il faudra aussi convaincre les financiers de la pertinence des réponses stratégiques aux conséquences du réchauffement. «*Faire réfléchir les entreprises sur des analyses de scénario de changement climatique est sans doute l'une des mesures les plus audacieuses que nous préconisons. Il leur faudra mettre en place un groupe de réflexion qui puisse faire le lien entre les questions climatiques et financières*», indique Eric Dugelay, en charge du développement durable chez Deloitte et seul membre tricolore du groupe de travail.
- Les juristes décortiqueront avec délice les rouages du management des risques climatiques: cartographies des risques, organisations mises en œuvre, prise en compte du risque climatique par le management.
- *Last but not least*, le CSF/FSB recommande la plus grande *glasnost* carbonique. Publication des émissions de gaz à effet de serre et des données servant à évaluer les risques. Indication enfin des objectifs de l'entreprise, tant en matière d'atténuation que d'adaptation.

TRANSPARENCE CLIMATIQUE

- Cette transparence climatique est parée de multiples vertus. En organisant le *reporting* des émissions internes de gaz à effet de serre –et en comparant les données recueillies avec celles publiées par leurs concurrents– les dirigeants peuvent évaluer les 'performances carbone' de leur entreprise. Sur le modèle de l'étude que PWC réalise chaque année sur [le facteur carbone des principaux électriciens européens](#). Un *benchmark* qui n'intéresse pour le moment que quelques centaines d'entreprises dans le monde.
- Outil d'information des organes de gouvernance et du top management, ces informations financières relatives au climat doivent aussi servir à nourrir les scénarios économiques de l'entreprise à l'aune des projections régionales et sectorielles, comme celles produits par le Giec^[2] ou, à une échelle plus hexagonale, par l'Observatoire français des effets des changements climatiques (Onerc).
- Car nombreux sont les investisseurs, notamment ceux qui, comme le fonds pétrolier norvégien, privilégient les placements à long terme, qui veulent s'assurer que les entreprises dans lesquelles ils mettent de l'argent ont une stratégie '2°C compatible'. Ce qui, à leurs yeux, signifie que non seulement elles réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre (gage de performance énergétique) mais qu'elles anticipent aussi les conséquences du réchauffement: réduction de l'accès à l'eau, baisse des rendements agricoles, montée du niveau de la mer, etc.

Risques climatiques

- **Accroissement prix quota d'émission**
- **Changement de comportement des consommateurs (boycott des voitures trop gourmandes, par exemple)**
- **Hausse des températures**
- **Hausse du niveau de la mer**

Possibles conséquences financières

- **Accroissement des coûts opérationnels**
- **Baisse des ventes**
- **Impacts sur la productivité de la main d'œuvre**
- **Dégradation de la valeur d'actifs à risques (près des côtes)**

Opportunités climatiques

- **Bâtiments labellisés NRJ ou EVT**
- **Utilisation de *process* sobres**
- **Moindre réduction des consommations d'eau**
- **Utilisation d'énergies renouvelables**

Bénéfices potentiels pour l'entreprise

- **Accroissement de la valeur d'un actif jugé résilient donc plus recherché sur le marché**
- **Accroissement de l'efficacité énergétique**
- **Baisse des coûts opérationnels**
- **Baisse des coûts opérationnels, moindre exposition aux évolutions de prix de l'énergie et des quotas d'émissions**

- Les recommandations du FSB/CSF ne devraient pas trop déboussoler les entreprises françaises soumises à l'article 173 de la loi sur la transition énergétique. Mais elles pourraient, si elles étaient mises en œuvre, considérablement faire évoluer la prise en compte du réchauffement par les financiers.
- Le rapport du FSB/CSF est mis en consultation jusqu'au 12 février prochain. Ses conclusions devraient être validées lors du prochain sommet du G20, le 7 juillet prochain.

[1] Créé en 2009, le Conseil de stabilité financière (CSF/FSB) regroupe 26 institutions financières nationales (banques centrales, ministères des finances). Son but est d'édicter des normes visant à réguler la finance internationale.

[2] Giec : Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat